

## ‘Le Processus de Barcelone dix ans après. La société civile donne son avis’

Le Maghreb pari pour ‘plus de Barcelone’, c'est la conclusion du sondage réalisé par l'Institut européen de la Méditerranée.

Gemma Aubarell et Marta Rovira

Le sondage *Le Processus de Barcelone dix ans après. La société civile donne son avis* est une initiative de l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) qui a pour objet de recueillir et dynamiser l'opinion des acteurs et experts impliqués dans le Processus de Barcelone, aussi bien en ce qui concerne l'évaluation du Processus qu'au sujet des défis à court, moyen et long terme que doivent affronter la région et le partenariat. Assurément, les résultats du sondage peuvent être utiles pour orienter les grandes décisions sur l'avenir de l'Association euroméditerranéenne.

Le sondage, envoyé à plus de 2 000 personnes, a obtenu 519 réponses. De l'ensemble des réponses, 16,9 % correspond à des acteurs et experts du Maghreb. Sur la base de cette participation, nous pouvons détacher quelques conclusions sur l'avis énoncé concrètement par les pays du Maghreb. Quand au détail du profil des entités interrogées au Maghreb, nous devons signaler que, majoritairement, les réponses proviennent d'organisations non officielles (ONG, entités culturelles, syndicats, médias, etcétera), concrètement 44,0 %. Les autres se divisent entre les centres de recherche, les centres académiques ou *think tanks* (29,8 %), les acteurs politiques et institutionnels (17,9%) et le secteur économique (8,3 %).

En effet, les résultats du sondage au Maghreb, méritent quelques commentaires. Pour ce qui est de l'évaluation globale des 10 ans du Processus de Barcelone, la moyenne octroyée par le Maghreb est de 5,16 (sur une échelle de 1 à 10), légèrement au dessous de la moyenne globale, qui est de 5,60. Par contre, ce résultat est significativement supérieur au Machrek, où la moyenne est de 5,89. Si l'on appréhende les résultats selon la fréquence (c'est à dire le nombre de fois qu'une ponctuation apparaît), au Maghreb nous avons 38,3 % des interrogés qui font un bilan négatif ou très négatif du Processus, qui ponctuent donc entre 1 et 4. Cette lecture apparemment critique, peut s'expliquer, peut-être, par l'implication et les attentes plus grandes que le Processus a créé dans les sociétés du Maghreb.

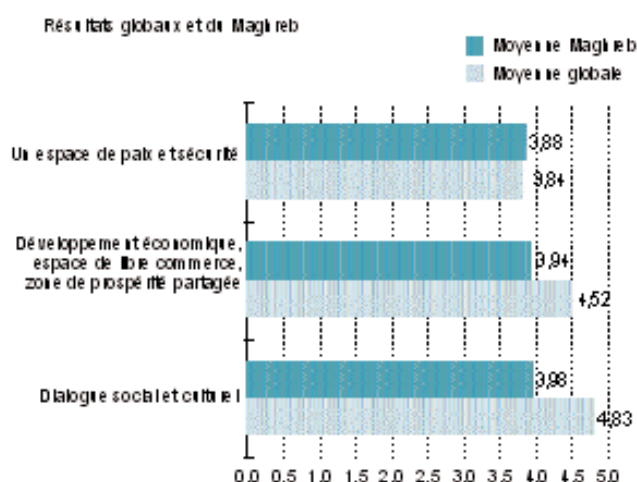
Gemma Aubarell, directrice du sondage *Le Processus de Barcelone dix ans après. La société civile donne son avis* et Marta Rovira, coordinatrice scientifique du sondage. IEMed, Barcelone.

### Evaluation du Processus de Barcelone

	Moyenne
Maghreb	5,16
Machrek et Turquie	5,89
Moyenne globale	5,60

Aussi bien sur le volet économique que sur celui du dialogue social et culturel, les estimations au Maghreb sont inférieures à la moyenne globale, surtout quand à cette dernière, où la différence atteint 0,85. Ainsi donc, alors qu'au Maghreb les questions relatives à la paix et la stabilité (terrorisme, par exemple) ne sont pas aussi notables qu'au Machrek, l'on trouve par contre que les attentes au sujet du progrès économique de la zone et du rapprochement social et culturel à l'Europe, ne se sont pas réalisées. Bien au contraire, les résultats sur le volet politique montrent une estimation légèrement au dessus au Maghreb.

### Accomplissements des objectifs des trois volets du partenariat



**Priorités dans chaque agenda pour le Sommet euroméditerranéen de Barcelone**

- Agenda politique et de sécurité**
  - **Les réformes démocratiques et la bonne gouvernance**
  - La défense des droits de l'homme
  - La création d'une zone libre d'armes de destruction massive
  
- Agenda économique**
  - **Les transformations économiques et la création d'emplois**
  - La circulation des travailleurs et l'inclusion des migrations dans l'agenda
  - La promotion du développement durable
  - La libéralisation du commerce agricole
  
- Agenda social et culturel**
  - **La promotion de l'éducation à tous les niveaux**
  - L'implication de la société civile
  - La diffusion du Processus de Barcelone parmi la citoyenneté

Dans ce sens, les estimations sur le volet politique sont très marquées par le conflit du Proche-Orient. Ce conflit est l'un des obstacles les plus importants pour le Processus de Barcelone, selon les personnes interrogées. Il est évident que l'incidence est moindre au Maghreb qu'au Machrek. Cependant plus de la moitié des maghrébins considèrent que ce conflit a été un obstacle (57,6 %), pourcentage clairement inférieur au pourcentage global (69,8 %). Au Maghreb, d'autres obstacles atteignent des pourcentages semblables au conflit du Proche Orient : principalement, le manque d'implication de l'Union européenne (UE) en raison de son élargissement vers l'Est (55,3 %) et la lenteur des réformes dans les pays partenaires méditerranéens (52,9 %).

**Perspectives d'avenir : progrès économique, implication sociale et réformes politiques**

L'on peut affirmer que le Maghreb attend beaucoup du partenariat euroméditerranéen en ce qui concerne la stimulation économique. Sur plusieurs questions, les réponses montrent clairement l'importance de cet aspect dans la région, par exemple, lorsque l'on demande quels sont les apports les plus relevables du partenariat. A partir de ces réponses spontanées (non suggérées), l'on remarque au Maghreb les références au

contexte régional économique et financier promu, que nous avons regroupé dans le chapitre « Emergence d'une région économique ».

D'un autre côté, au sujet de la question sur les affaires que le Sommet euroméditerranéen extraordinaire doit traiter, le Maghreb donne la priorité spécialement aux « Améliorations de l'efficacité des politiques économiques et de la création d'emplois ». De plus, l'on peut souligner deux différences spécifiques : en comparaison aux résultats globales, au Maghreb, la promotion du développement durable est prioritaire sur la création de structures financières et l'implication de la société civile et la diffusion du Processus de Barcelone parmi la citoyenneté est prioritaire sur la coopération en matière de diffusion.

Le progrès économique et le développement durable sont, donc, des questions spécialement importantes au Maghreb. A partir de cela, l'on peut dire qu'il existe une attente plus explicite d'une implication économique de l'UE dans le partenariat. Cette lecture est renforcée par une autre question, formulée par EuroMeSCo, où il est demandé de considérer le besoin de « poser des mécanismes avec un financement suffisant pour atteindre la cohésion sociale ». Pour 71,2 % des personnes interrogées au Maghreb cette question est cruciale, alors que ce pourcentage est considérablement moindre dans les résultats globaux (56,4 %).

De même, l'implication dans le Processus des acteurs et de la société en général est estimée importante. Cet-

En ce qui concerne l'implication de la société civile dans le partenariat l'on peut penser à la nécessité de créer des mécanismes de travail qui contribueraient à consolider sa place dans le cadre du partenariat. *Quel mécanisme de concertation considérez vous prioritaire ? Indiquez seulement une option.*

	% Maghreb
La promotion de l'établissement et la consolidation de réseaux thématiques régionaux	23,5
L'établissement d'un instrument financier spécifique destiné à renforcer la société civile	20,0
La participation de représentants de la société civile dans les réunions ministérielles sectorielles et les Comités Euromed	31,8

Au vu de la nouvelle politique de voisinage approuvée par l'UE et du développement vécu par le partenariat euroméditerranéen, quelle stratégie est selon vous la plus adéquate pour développer les relations entre les pays du partenariat ? Indiquez seulement une stratégie.

	% Maghreb	% Globale
Il faut continuer à promouvoir les accords bilatéraux (comme les Plans d'action)	11,8	13,8
Il faut dépasser le cadre bilatéral et parier sur des accords sous-régionaux (Maghreb et Machrek)	25,9	18,6
Il faut asseoir les bases d'une structure à échelle régionale ouverte, avec tous les pays impliqués	24,7	32,9
Il faut surtout appuyer la stratégie du Local Capacity Building	22,4	22,3

te implication de la société civile doit se concrétiser, selon le pourcentage de réponses obtenues, dans la participation de représentants de la société civile dans les réunions ministérielles sectorielles et dans les Comités Euromed (31,8 %).

Le second terrain d'action prioritaire souligné par le Maghreb s'identifie clairement au besoin de promouvoir les réformes de démocratisation. Aussi bien en ce qui concerne l'implication de l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne, que les priorités de l'Agenda du Partenariat, les réformes démocratiques sont une des grandes affaires en suspend, comme nous avons vu précédemment. La question d'EuroMeSCo au sujet de l'avenir du partenariat, faisait allusion au besoin de « Favoriser activement la réforme politique et la démocratie ». 81,7 % des personnes interrogées au Maghreb considèrent cette question cruciale, un résultat légèrement en dessous du résultat global (86,5 %), mais beaucoup plus élevé que dans les pays du Machrek (68,6 %).

### Le pari sous-régional

**E**n ce qui concerne la stratégie que le partenariat doit suivre pendant les prochaines années, l'on découvre qu'au Maghreb on compte plus sur la coopération sous-régionale que dans d'autres régions géographiques. Alors que dans les résultats globaux, l'option la plus valorisée est que « L'on doit asseoir les bases d'une structure régionale ouverte », dans le cas du Maghreb, l'option qui obtient un pourcentage plus grand est qu'« il faut dépasser le cadre bilatéral et parier sur les accords sous-régionaux » (Maghreb et Machrek). Cependant, au Maghreb, les résultats sont très si-

milaires entre les options sous-régionale, régionale et stratégie du *Local Capacity Building*. Ce résultat est très important, puisqu'il indique un désir d'approfondir dans la création d'une zone économique et d'une relation à géométrie variable, au-delà de la relation sommairement bilatérale. Nous devons souligner, nonobstant, qu'au Maghreb, le pourcentage de ceux qui s'inclinent pour une dynamique sous-régionale est supérieur aux pourcentages globaux.

Au Maghreb, la politique européenne de voisinage obtient aussi une note légèrement plus critique que la moyenne, puisqu'ils sont les plus nombreux à croire que cette politique peut diluer le partenariat euroméditerranéen : 32,9 % face à 25,5 % des résultats globaux. Nous pouvons déduire en conséquence que le Maghreb exprime une plus grande confiance dans la centralité que devrait avoir le Processus de Barcelone et dans des politiques qui aient pour objet la zone du Maghreb, et, en raison de cela, l'on alerte sur le danger des accords entre l'UE et chacun des partenaires du Sud.

Les réponses et l'implication dans le questionnaire de la société maghrébine indiquent, avant tout, une attente face au Processus de Barcelone. Dans les scénarios d'avenir du sondage l'on réfléchit surtout à la nécessité d'impliquer dans le Processus les partenaires du Sud à parts égales, et l'on note un avertissement quant à la façon dont le partenariat, tout en étant un instrument très estimé dans le Sud, peut susciter un regard critique lorsque les avancées sont modérées. Cela peut refléter de façon significative, à partir du sondage, que le Maghreb pari pour « plus de Barcelone ». Pourrait-ce s'agir là de l'interprétation de la subtile « exceptionnalité » maghrébine dans les réponses ? ■

Selon votre estimation de la relation entre la nouvelle politique de voisinage de l'UE et le développement du Processus de Barcelone, pensez-vous que cette nouvelle politique va renforcer ou diluer le partenariat euroméditerranéen ?

	Renforcer	Diluer	Incidence marginale
Maghreb	51,4	32,9	15,7
Globale	56,9	25,5	17,5